

**DEPARTEMENT DE L'AIN**

**COMMUNE de SAINT-VULBAS**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME**

## **MODIFICATION n°2** **Rapport de présentation**

Vu pour rester annexé à mon arrêté  
du 19/05/2022

Le maire,  
Marcel Jacquin

**Juin 2022**

### **PLU approuvé le 30 mai 2008**

Modification n°1 le 30 janvier 2012

Révision simplifiée n°1 le 4 avril 2012

Révision simplifiée n°3 le 22 mars 2013

Mise en compatibilité le 4 décembre 2020

Modification simplifiée n°1 le 26 mars 2021

**Modification n°2 le .....**



# SOMMAIRE

Préambule	Page 3
<b>Chapitre 1 – La traduction réglementaire de l'étude « Amendement Dupont »</b>	Page 4
<b>I – Le contexte de l'étude « Amendement Dupont »</b>	Page 4
• La RD 20	Page 4
• L'application des articles L 111-6 à L 111-8 du code de l'urbanisme	Page 5
• L'étude réalisée à Saint-Vulbas en 2012	Page 6
• La traduction de l'étude « Amendement Dupont » dans le PLU	Page 7
• L'objectif des élus en 2022	Page 8
<b>II – L'étude Amendement Dupont en 2022 et sa traduction dans le PLU</b>	Page 9
<b>Chapitre 2 – L'intégration de la correction du Règlement graphique oubliée lors de la procédure de Modification simplifiée approuvée le 26/03/21</b>	Page 12
<b>Chapitre 3 – La justification de la procédure de Modification °2</b>	Page 12
<b>Chapitre 4 – Les impacts de la Modification n°2 sur l'environnement</b>	Page 13
<b>Chapitre 5 – La composition du dossier de Modification n°2</b>	Page 15

## **PREAMBULE**

La commune de Saint-Vulbas dispose d'un Plan local d'urbanisme approuvé le **30/05/2008**.

Il a fait l'objet des procédures d'évolution suivantes :

- La Modification n°1 approuvée le **30/01/2012** (suppression de plusieurs emplacements réservés, zonage nouveau 1AUg pour une caserne de gendarmerie, correction du Règlement écrit pour les zones UB, UC et 1AUx)
- La Révision simplifiée n°1 approuvée le **4/04/2012** (implantation centrale à cycle combiné à gaz et création station de pompage...).
- La Révision simplifiée n°2 approuvée le **6/12/2012** (bâtiment ICEDA, deux bâtiments FARN, un bâtiment unité de formation)
- La Révision simplifiée n°3 approuvée le **22/03/13** (aménagement d'une gendarmerie et intégration des prescriptions de l'étude urbaine)
- La Mise en compatibilité approuvée le **4/12/20**
- La Modification simplifiée n°1 approuvée le **26/03/21**.

Précision :

La délibération approuvant la révision simplifiée n°2 du **6/12/2012** a été annulée par l'arrêt du Conseil d'Etat du **22/04/2014**.

*Conséquence : la révision simplifiée n°3 est opposable et valide. Seuls, les éléments intégrés de la révision simplifiée n°2 sont illégaux et il convient de ne pas les appliquer lors de l'instruction des permis (source : DDT).*

### **Cette procédure de Modification n°2 est engagée par l'arrêté municipal du ...**

La procédure de Modification n°2 du PLU a deux objectifs :

- ★ Traduire réglementairement dans le PLU l'étude « Amendement Dupont » réalisée au titre des articles L 111-6 à L 111-8 du code de l'urbanisme pour la RD 20
- ★ Intégrer l'oubli de la correction apportée au Règlement graphique lors de la procédure de Modification simplifiée approuvée le 26 mars 2021.



Les comptages du trafic de l'année 2017 (les plus récents) :

RTE	PR comptage	PRD	PRF	MJA TV	Année de comptage tous véhicules	J moyen PL	% PL	année de optge PL	LOCALISATION
D20	1+107	0+000	1+278	9839	2017	1093	11,1%	2017	LOYETTES
D20	4+000	1+278	7+179	5511	2019	897	16,3%	2019	LOYETTES
D20	9+000	7+179	10+273	6793	2017	983	14,5%	2017	ST VULBAS
D20	17+390	10+273	17+625	6671	2016	692	10,4%	2016	LAGNIEU

RD : n° de la route départementale  
 PR comptage : point de repère du comptage sur la section concernée de la route départementale  
 PRD : point de repère du début de la section  
 PRF : point de repère de fin de section  
 MJA TV : moyenne journalière annuelle tous véhicules  
 J moyen PL : jour moyen poids lourds

6 793 véhicules en moyenne journalière, dont 983 poids-lourds, soit 14,5%.

**L'application des articles L 111-6, L 111-7 et L 111-8 du code de l'urbanisme (dispositif appelé aussi « Amendement Dupont ») :**

Le classement de la RD 20 comme **route à grande circulation** par le décret du 3/06/2009, modifié par celui du 31/05/2010, implique le respect des articles suivants :

Article L111-6

**En dehors des espaces urbanisés des communes**, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière **et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation**.

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.

Article L111-7

L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

- 1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- 2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- 3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- 4° Aux réseaux d'intérêt public.

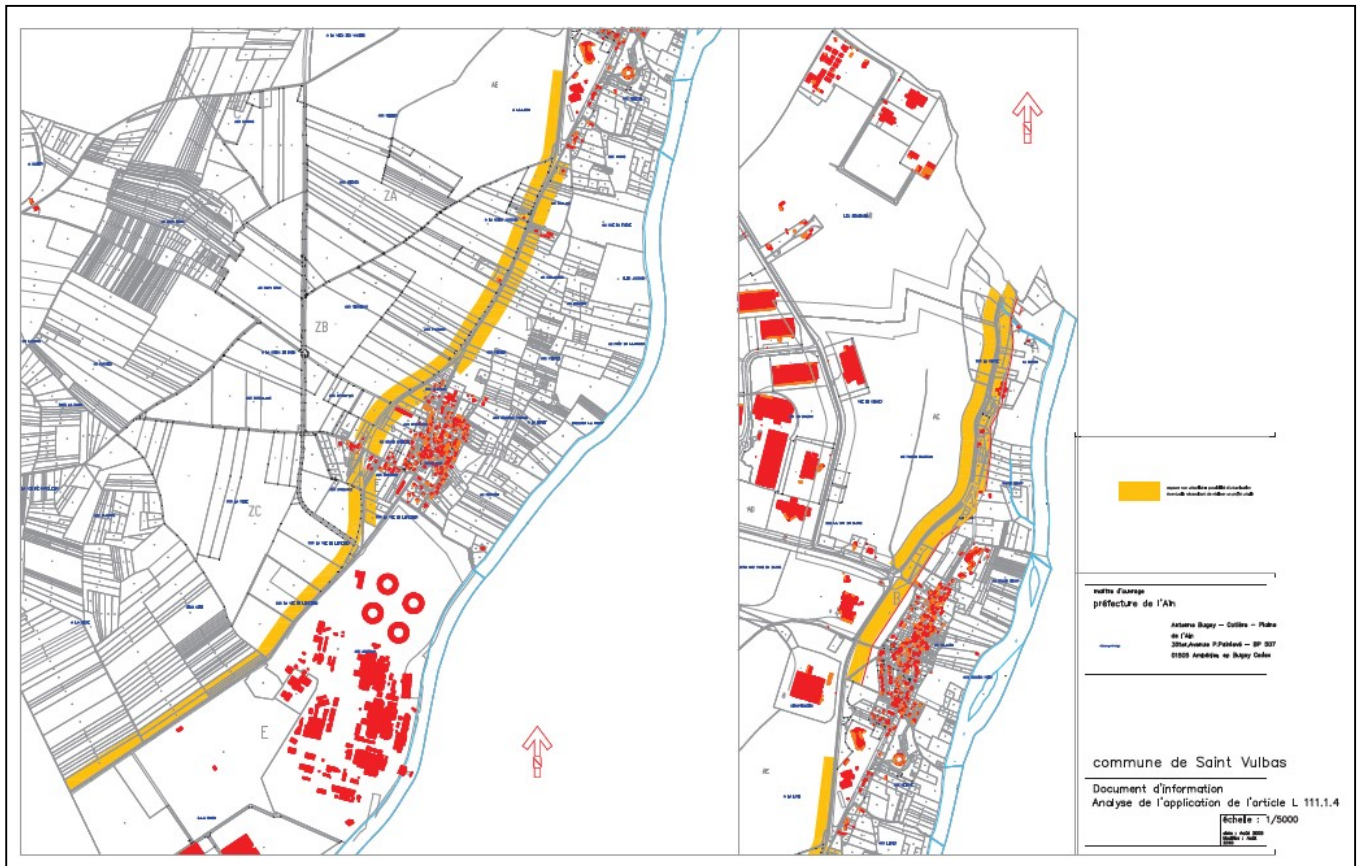
Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Article L 111-8

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la **prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages**.



Application de l'article L 111-1-4 / localisation des espaces non urbanisés (document transmis en 2010 par la préfecture) :



Ils peuvent éventuellement être urbanisés à condition de réaliser une étude de projet urbain.

### **L'étude réalisée à Saint-Vulbas en 2012 :**

Lors de l'approbation du PLU le 30/05/2008, la RD 20 n'était pas encore classée **route à grande circulation** (voir le rapport de présentation du PLU de 2008).

Le PLU de 2008, et précisément le Règlement écrit, n'a donc introduit aucune règle en ce sens.

Mais l'article L 111-1-4 (devenu depuis articles L 111-6 et suivants) s'est appliqué à Saint-Vulbas dès l'entrée en vigueur du décret de 2009 fixant la liste des routes à grande circulation modifié par celui du 31/05/2010.

C'est pourquoi, pour éviter le recul systématique de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD 20, la commune a fait réaliser une étude en 2012 : « l'application du recul de 75 mètres priverait la ville et certains équipements ou activités économiques d'un manque de visibilité et d'un potentiel d'aménagement. »

L'étude s'est attachée à démontrer la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, et de la qualité de l'urbanisme et des paysages (respect de l'article L 111-8 du code de l'urbanisme).

L'étude de 2012 a ciblé deux grands linéaires :

- le premier s'étendant de la zone d'équipement public (piscine, tennis) à la station d'épuration, les espaces déjà urbanisés n'étant pas impactés par la réflexion,
- le second au niveau du hameau de Marcilleux.

De part et d'autre du village de Saint-Vulbas



A Marcilleux



### **La traduction de l'étude « Amendement Dupont » dans le PLU :**

Les principes définis par l'étude « Amendement Dupont » n'ont été introduits dans le PLU **que pour la zone 1AUg** dans le cadre de la révision simplifiée n°3 approuvée le 22/03/2013.

Cette procédure a permis l'aménagement de la gendarmerie et l'intégration des prescriptions de l'étude « Amendement Dupont » prévues pour ce secteur.

Les autres prescriptions résultant de l'étude de 2012 n'ont pas été introduites dans le PLU.

- **L'étude de 2012 est donc restée sans effets directs sur le PLU en l'absence de procédure d'évolution du PLU incluant les principes de l'étude.**

### L'objectif des élus en 2022 :

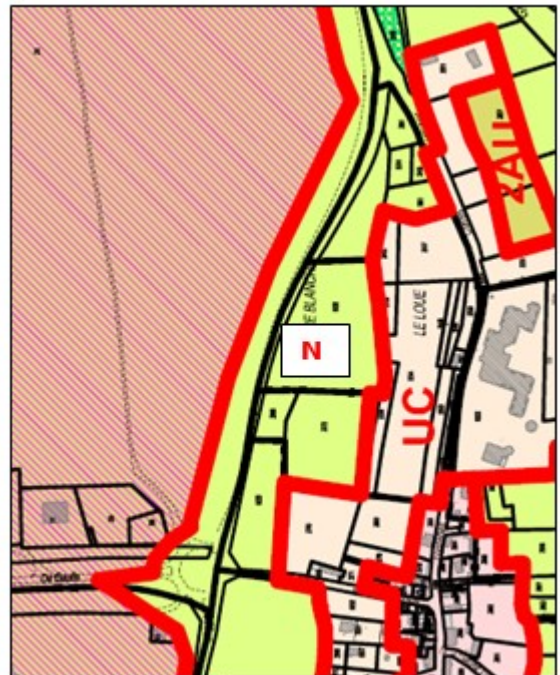
La commune n'a pas traité le côté Est de la RD 20 compris entre la route de Blyes et la rue des Claires Fontaines (entrée Nord du village de Saint-Vulbas) dans l'étude Amendement Dupont de 2012.

La règle des 75 mètres de recul a été conservée.

En 2022, elle souhaite le faire compte-tenu des enjeux du secteur :

- La volonté communale est de préserver la trame verte existante dans ces espaces pelousés en conservant les structures de haies et les plantations existantes, voire de les renforcer, et le cheminement modes doux.
- Mais les 75 mètres de recul émanant de l'article L 111-6 du code de l'urbanisme concernent les extrémités de la zone UC les plus proches de la RD 20. Les opérations possibles sont donc impactées par la bande inconstructible.

Il semble donc opportun de réfléchir à une bande paysagée permettant de concilier ces deux préoccupations.





## II - L'ETUDE AMENDEMENT DUPONT EN 2022 ET SA TRADUCTION DANS LE PLU

### ★ Scenario retenu

Une Etude Amendement Dupont est réalisée en 2022. Elle est annexée au dossier de Modification n°2.

Elle traite le tronçon compris entre la route de Blyes et la rue Claires Fontaines (village)/côté Est de la RD 20.

Pour faire cohabiter coupure verte et quartiers nouveaux du village, la solution retenue consiste à maintenir la zone N existante entre la RD 20 et les zones bâties, **et parallèlement** à créer un secteur N spécifique (indiqué « p ») le long de la RD 20 calé sur les deux extrémités des zones UC plus proches de la RD 20.

La largeur de ce secteur Np est de 45 mètres comptés de l'axe de la RD 20.

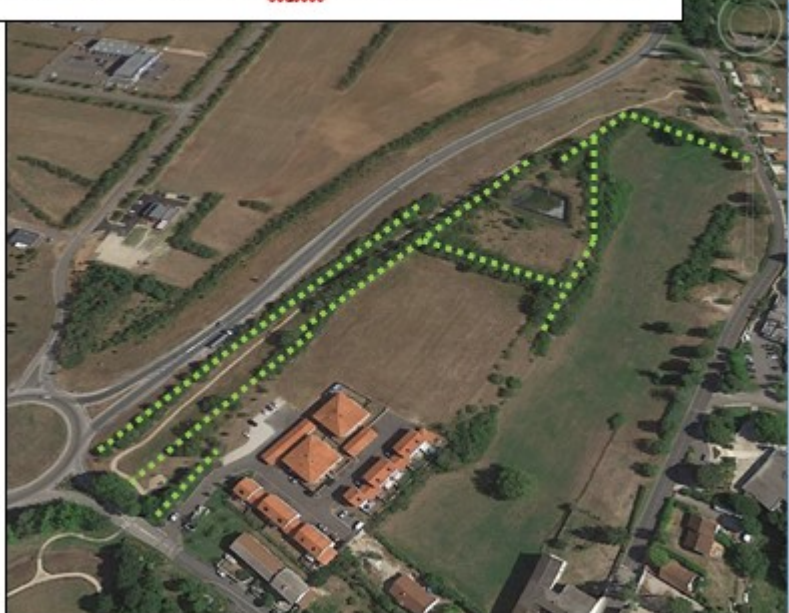
**Cette profondeur, formée par le secteur Np, permet de figer la situation actuelle : les espaces de pelouses ponctués de haies le long de la RD, parcourus par le sentier piétonnier. Le contour de la zone UC n'est pas amené à être modifié.**

### ★ Traduction de l'étude Amendement Dupont dans le PLU

#### ❖ Règlement graphique (plan de zonage du PLU)

- Le zonage du PLU est modifié pour introduire un secteur Np.
- Les haies et espaces boisés existants à proximité de la RD 20 sont préservés par le biais de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme.

RD 20 entre la route de Blyes et la rue des Claires Fontaines



« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent. »

Tableau des surfaces des zones du PLU en 2022 (évolution par rapport aux PLU précédents) :

	Surfaces en 2013	Surfaces en 2021	Surfaces en 2022
UB	22,1	22,1	22,1
UC	35,7	35,7	35,7
UCb	7,5	7,5	7,5
UX	150,5	150,5	150,5
1AU	2,9	2,9	2,9
1AUg	3	3	3
1AUx	390,46	390,46	389,68
1AUx (z1)	120,9	120,9	120,9
1AUx (z2)	103,47	103,47	103,47
1AUx (z1)s	6,4	6,4	6,4
1AUx (z2)s	7,03	7,03	7,03
1AUZE	35,3	35,3	35,3
1AUE	9,1	9,1	9,1
1AUes	3,9	3,9	7,35
2AU	10,8	10,8	10,8
2AUX	30,5	30,5	30,5
A	788,7	788,7	781,35
N	329,14	399,37	390,15
Nt	0,16	0,16	0,16
Nx	9,1	9,1	9,1
Np			10
Total*	2 066,66	2 136,89	2 136,89

### ❖ Règlement écrit du PLU

Le règlement est modifié pour indiquer :

- Le nouveau secteur Np large de 45 m depuis l'axe de la RD 20
- Les prescriptions de préservation des éléments boisés identifiés sur le plan de zonage au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme.

### **Règlement 2008 :**

#### CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA ZONE N

Secteurs à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N comprend les secteurs dans lesquels se trouvent des habitats isolés pour lesquels on peut admettre une évolution limitée.

Elle comprend un secteur Nx, dans lequel peuvent être autorisées des constructions de superficie limitée présentant un caractère non permanent et liées et nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Elle comprend un sous-secteur Nt, au lieu-dit du Pré du Frêne, destiné à accueillir une station de pompage liée à la création d'une centrale à cycle combiné gaz.

#### Article N. 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Tout point de la construction devra présenter un recul minimum de :

° 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile.

° 35 mètres par rapport à l'axe de la RD 20

Toutefois,

Sauf quand il s'agit de l'implantation par rapport à la RD 20, une implantation différente de celle mentionnée ci-dessus peut être acceptée dans les cas suivants :

- Les ouvrages techniques publics nécessaires aux constructions
- La reconstruction à l'identique après sinistre sur l'emprise des fondations antérieures.
- L'extension de constructions déjà existantes ne respectant pas cette règle. Le recul minimum respecté sera alors celui du bâtiment existant.
- Quand l'implantation des constructions existantes sur les propriétés voisines le justifie pour des raisons d'architecture ou de bonne intégration à l'ordonnance générale des constructions avoisinantes.

#### **Règlement à modifier en 2022 :**

##### CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA ZONE N

Secteurs à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N comprend les secteurs dans lesquels se trouvent des habitats isolés pour lesquels on peut admettre une évolution limitée.

Elle comprend un secteur Nx, dans lequel peuvent être autorisées des constructions de superficie limitée présentant un caractère non permanent et liées et nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Elle comprend un sous-secteur Nt, au lieu-dit du Pré du Frêne, destiné à accueillir une station de pompage liée à la création d'une centrale à cycle combiné gaz.

Et un secteur Np correspondant au tronçon de la RD 20 compris entre la route de Blyes et la rue Claires Fontaines côté Est (côté village).

#### Article N. 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Tout point de la construction devra présenter un recul minimum de :

- Dans les espaces urbanisés, 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile
- 75 m en dehors des espaces urbanisés dans le respect des articles L 111-6 du code de l'urbanisme
- Et en dehors des espaces urbanisés, conformément aux dispositions de l'étude

Amendement Dupont réalisée au titre des articles L.111-6 et suivants : 45 m par rapport à l'axe de la RD 20 dans le sous-secteur Np.

Toutefois,

Sauf quand il s'agit de l'implantation par rapport à la RD 20, une implantation différente de celle mentionnée ci-dessus peut être acceptée dans les cas suivants :

- Les ouvrages techniques publics nécessaires aux constructions
- La reconstruction à l'identique après sinistre sur l'emprise des fondations antérieures.
- L'extension de constructions déjà existantes ne respectant pas cette règle. Le recul minimum respecté sera alors celui du bâtiment existant.
- Quand l'implantation des constructions existantes sur les propriétés voisines le justifie pour des raisons d'architecture ou de bonne intégration à l'ordonnance générale des constructions avoisinantes.

**Préservation des éléments boisés identifiés sur le plan de zonage au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme :**

Ils sont soumis aux dispositions de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme et doivent être protégés.

Si un projet de construction, l'aménagement d'une voie, l'état sanitaire des arbres, la sécurité des biens et des personnes nécessitent une coupe ou un défrichage d'une manière significative faisant perdre l'intérêt à cet élément boisé de paysage, il faudra procéder à une replantation à proximité du projet et dans la même zone, de façon à conserver la trame verte à valeur écologique équivalente.

## CHAPITRE 2 - L'INTEGRATION DE LA CORRECTION DU REGLEMENT GRAPHIQUE OUBLIEE LORS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE APPROUVEE LE 26/03/21

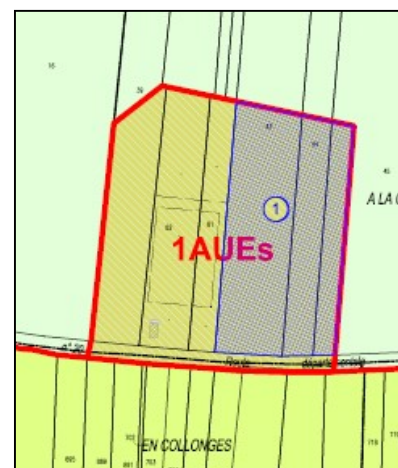
La commune a approuvé la procédure de Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU (pour les équipements sportifs) le 4 décembre 2020.

Parallèlement à cette procédure, elle avait lancé une procédure de Modification simplifiée n°1 (...) qu'elle a approuvé le 26 mars 2021.

Par erreur, ce dossier, au moment de son approbation en mars 2021, n'a pas repris toutes les corrections du plan de zonage provenant de la procédure de *Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU*.

Concrètement, l'extension de la zone 1AUEs n'a pas été reprise sur le nouveau plan de zonage.

**La procédure de Modification n°2 permet de corriger cet oubli.**





## CHAPITRE 3 - LA JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION n°2

### Article L153-36 :

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de **modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation** ou le programme d'orientations et d'actions.

### Article L153-41 (Modification avec enquête publique)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

**Les corrections apportées au règlement du PLU de Saint-Vulbas, pour traduire l'étude Amendement Dupont de 2022, telle que décrite précédemment, et corriger un oubli, entrent dans ce champ d'application de la modification de droit commun du PLU.**

## CHAPITRE 4 - LES IMPACTS DE LA MODIFICATION N°2 SUR L'ENVIRONNEMENT

Au vu de l'article L 104-2-1<sup>er</sup>a) du code de l'urbanisme, « **font l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1, les plans locaux d'urbanisme qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement**, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, **compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés** ».

Les procédures d'évolution du PLU de Saint-Vulbas en 2020 et 2022 ont fait l'objet :

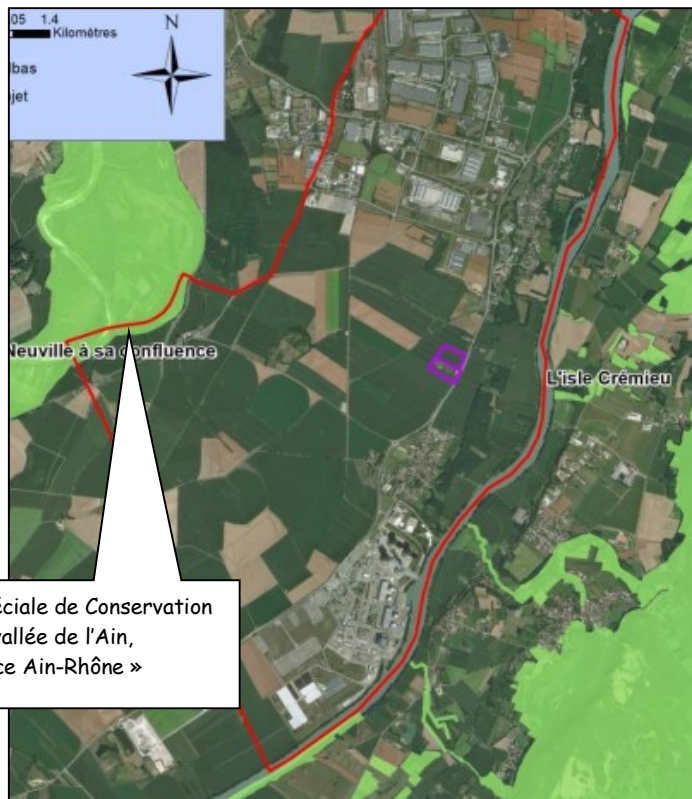
- ✓ D'une évaluation environnementale en ce qui concerne la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU approuvé en 2022
- ✓ D'une décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas relative pour la modification simplifiée n° 1 approuvée en 2021.

La commune est concernée par :

- Le site Natura 2000 en limite Sud-Ouest « Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône »
- Huit zones humides
- Deux ZNIEFF de type 2 :

La commune se situe au sein de deux ZNIEFF de type II : « Basse vallée de l'Ain » à l'ouest et « L'Isle Crémieu et basses-Terres » à l'est.

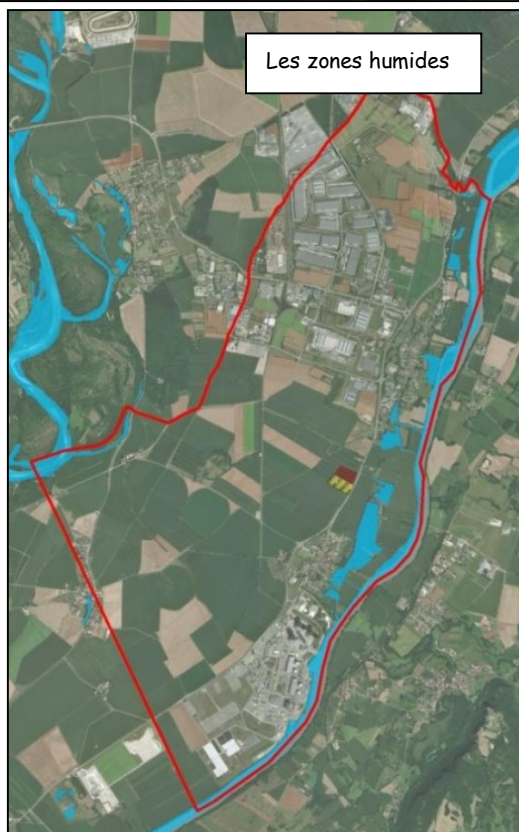
- Une ZNIEFF de type 1 :  
La ZNIEFF 820030615 – Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence (Voir le site Natura 2000).



Zone Spéciale de Conservation  
« Basse vallée de l'Ain,  
confluence Ain-Rhône »



La ZNIEFF de type 1

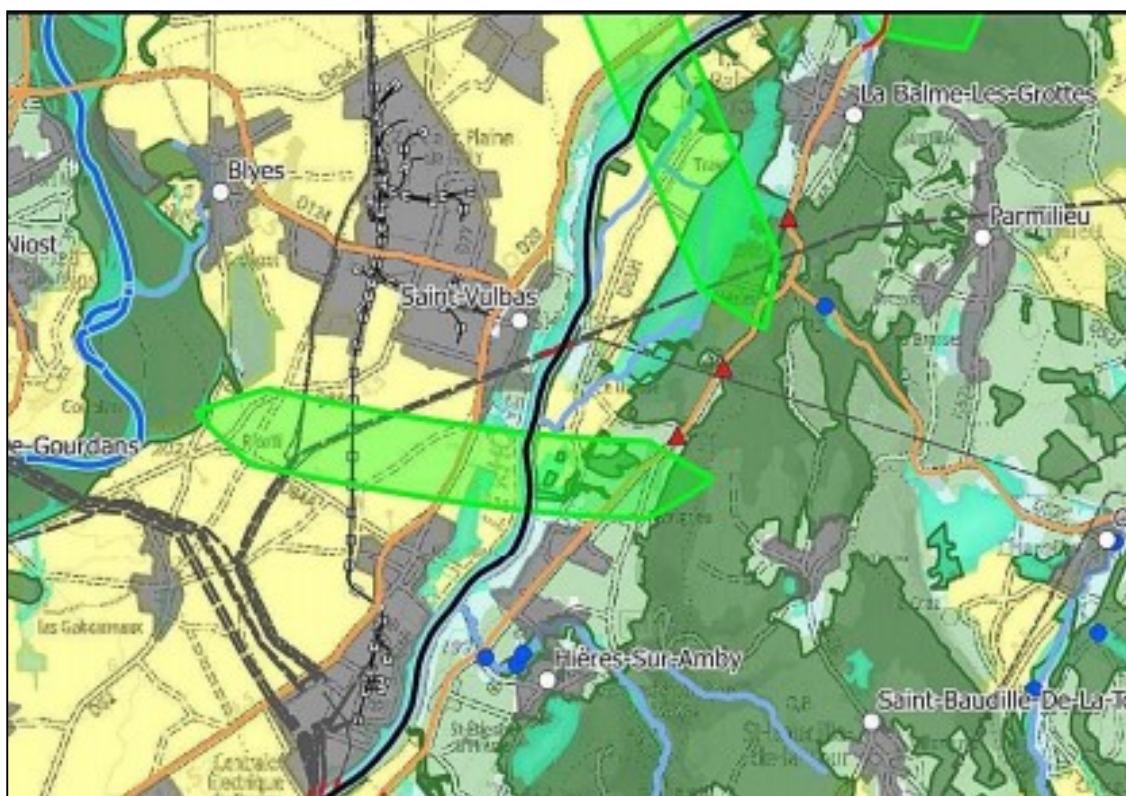
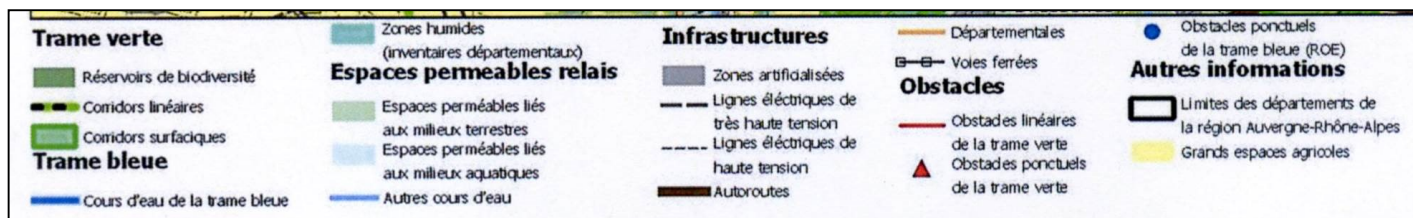


01IZH0187	BOIS HUMIDE DE MARCILLEUX
01IZH0192	BOIS HUMIDE DE SAINT-VULBAS
01IZH0207	BOIS HUMIDE DES SÉTIVES
01IZH0215	BOIS HUMIDE DU MOULIN DE LA SER...
01IZH0589	FLEUVE RHÔNE
01IZH0595	FORÊT DE MARCILLEUX
01IZH1625	RIVIÈRE D'AIN 01
01IZH1801	RUISSEAU DU POLON



La commune de Saint-Vulbas dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Schéma de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) :

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par l'assemblée plénière du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes lors de sa session des 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par le préfet de région le 10 avril 2020.



➤ La modification n°2 de 2022 n'est pas susceptible d'affecter de manière significative les éléments environnementaux inventoriés sur le territoire communal.

## CHAPITRE 5 - LA COMPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION n°2

En fonction des points à modifier, le dossier de Modification n°2 du PLU est composé :

- ❖ Du présent rapport de présentation
- ❖ Du Règlement graphique, avant et après la modification
- ❖ Du Règlement écrit, avant et après la modification
- ❖ L'étude Amendement Dupont de 2022.